Les Cahiers
du Centre d'Etudes Socialistes

N° 12 Bimensuel 15 Décembre 1961

L'armée et l'Etat en France

Pierre NAVILLE

L'armée moderne et la lutte sociale

La V^e République et le pouvoir militaire

La guerre psychologique
et le rôle économique de l'armée

Bibliographie

Rédaction et Administration : 17, Rue de Chaligny - PARIS-12e
France 1.50 NF (numéro double) Autres pays : 2,00 NF

L'ARMÉE MODERNE ET LA LUTTE SOCIALE

L'armée dans la société, c'est un sujet d'actualité qu'on peut traiter de bien des manières. En une heure, je ne pourrai pas toucher toutes les questions importantes qui concernent une armée, c'est certain. Je vais tâcher de faire le tableau des questions les plus importantes pour nous, celles qui concernent le rôle de l'armée, en France, au cours de la période actuelle. Et la première chose à dire, c'est qu'en parlant d'*armée* en général, nous parlerons des *forces armées* dans leur ensemble. Non seulement l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine, mais aussi tout ce qui tourne autour, ce qu'on appelle en général les forces armées, qui comprennent de multiples services en sus des forces combattantes.

Beaucoup d'entre vous, la plupart je pense, n'y ont encore pas passé, n'en ont pas l'expérience pratique, bien qu'elle soit nécessaire; mais il y a un certain nombre d'idées générales qu'il est bon d'avoir en tête. Si nous faisions une étude plus détaillée, on verrait, par exemple, que les problèmes ne se posent pas exactement de la même façon pour les forces navales et aériennes que pour l'armée de terre, etc., mais nous n'entrerons pas aujourd'hui dans ces distinctions. Nous parlerons des forces armées en général et des problèmes qui se posent à leur ensemble.

La deuxième remarque à faire en commençant, c'est qu'il ne faut pas confondre *l'armée* et la *police*. Nous verrons ce qu'elles ont quand même de commun. Mais l'armée n'est pas la police. Elles ont des intérêts communs, mais des fonctions distinctes. Même en Algérie, il y a des conflits entre la gendarmerie et certains régiments de l'armée. La gendarmerie est encore une police intermédiaire. Il y a dans un pays comme la France des corps comme les C.R.S. qui sont à la disposition du ministre de l'Intérieur, bien qu'ils soient éduqués, en partie, comme certaines troupes de l'armée proprement dite, relevant du ministère des Armées. Mais nous laisserons tout de même de côté ce qui concerne la police au sens traditionnel du mot, parce que c'est autre chose.

Une troisième remarque que je voulais faire en débutant, c'est qu'il ne faut pas confondre les problèmes *de l'armée* et les problèmes *de la guerre*. On a souvent l'habitude, quand on parle des uns, de les confondre avec les autres. Parce que, bien sûr, l'armée sert à faire la guerre. La guerre, on ne peut pas la faire sans armée. Alors, on mêle un petit peu toutes ces choses. Ce n'est

tout de même pas pareil. La guerre, c'est une situation de conflit armé entre des gouvernements, des Etats, des classes, et bien d'autres formes de gouvernements plus restreints. Mais la guerre est aussi un état social, une certaine façon d'être de la société en conflit. Les problèmes qui concernent la guerre, les différents types de guerre, la façon de les conduire, la façon dont elles se terminent, les rapports entre la révolution et la guerre, etc., ce sont des problèmes beaucoup plus généraux que ceux que je vais traiter ce soir. Ils débordent ce qu'on peut dire de l'armée elle-même. Par conséquent, ne perdez pas de vue dans ce que j'aurai à dire qu'il y a un arrière-plan qui est la guerre elle-même et que je ne peux pas traiter aujourd'hui les problèmes de la guerre en général.

Je voudrais donc plutôt vous exposer quelques problèmes qui ont trait aux rapports entre l'armée et la société, c'est-à-dire à ce qu'elles ont de commun entre eux, ce en quoi l'armée est une institution, un corps social qui reflète un certain état de la société, et quelles sont les transformations les plus intéressantes, les attitudes les plus caractéristiques qu'on peut voir l'armée prendre, par rapport à la structure de la société et à l'évolution sociale dans son ensemble.

L'existence de groupes armés est aussi ancienne que les sociétés, certainement au moins aussi ancienne que l'existence de groupes de travail. Il se trouve que jusqu'à présent les sociétés humaines ont toujours eu besoin d'armement pour conduire leurs luttes intérieures et extérieures. Par conséquent, c'est un phénomène qui vient de très loin, et qu'on doit aussi étudier d'un point de vue historique. Mais nous allons en venir tout de suite à la situation présente, au monde monderne. Et la première chose à dire, c'est que, pour nous, pour des socialistes, pour des marxistes, *tout ce qui touche à l'armée dans la société a un caractère fondamental et essentiel.* Malheureusement, on ne s'en rend pas toujours compte. Dans le mouvement socialiste, on développe une idéologie de paix, parce que, évidemment, le socialisme cherche à instaurer la paix. Il y a donc des courants pacifistes, et très souvent les courants pacifistes ont gêné et empêché l'étude des problèmes militaires et l'examen du rôle de l'armée, parce que l'on y répugne par principe. Il y a un réflexe psychologique bien connu, et qui existe toujours dans les milieux de gauche, dans le mouvement ouvrier, dans les masses populaires, qui répugnent à étudier les problèmes militaires parce que ce sont des problèmes qui intéressent un type d'organisation sociale que nous voudrions voir disparaître, qui engendre des cruautés, la ruine et la mort. C'est une erreur à mon sens, une faute même. On s'aperçoit, au cours des périodes révolutionnaires en particulier, et dans des périodes tendues où l'armée joue un grand rôle, que dans le mouvement socialiste et ouvrier on est souvent démuni d'idées, de méthodes d'action, de conceptions en ce qui concerne l'armée, et c'est extrêmement fâcheux. On s'en aperçoit d'ailleurs tout particulièrement en France, notamment depuis la dernière guerre.

Pourquoi les problèmes de l'armée sont-ils essentiels pour nous ? Il y a des raisons générales, et des raisons particulières. La raison générale, c'est que comme l'armée remplit un rôle essentiel dans la vie des sociétés telles qu'on les connaît jusqu'à présent, y compris les sociétés dites socialistes puisque en U.R.S.S. aussi les problèmes militaires jouent un rôle capital, puisque l'armée est une institution permanente de l'Etat, il est évident que nous

ne devons pas plus nous en désintéresser que de toute autre institution permanente du pays, dans n'importe quelle société. Et ce qu'il y a de particulièrement important, c'est que l'armée est sinon le pilier essentiel, tout au moins *l'un des piliers essentiels de l'Etat*, et de n'importe quelle forme d'Etat.

Ceci est particulièrement important pour nous parce que le marxisme a une conception de l'Etat qui fait ressortir le rôle de l'armée. Nous considérons l'Etat comme une organisation qui sert à maintenir l'ensemble de la population sous la domination des couches dirigeantes, quelles que soient ces couches dirigeantes, en garantissant cette domination vis-à-vis des autres Etats. Si l'armée représente un pilier essentiel de la puissance de l'Etat, son rôle est évidemment de premier plan. Au fond, l'armée avec tous ses prolongements, c'est la force coercitive essentielle des Etats anciens et modernes, mais tout particulièrement des Etats modernes. Et ceci dans deux directions : à l'extérieur et à l'intérieur.

Pour l'idéologie bourgeoise courante, et d'ailleurs aussi petite-bourgeoise, c'est surtout *la politique extérieure*, ce qu'on appelle la défense nationale, qui est l'affaire de l'armée. L'armée est faite, soi-disant, pour défendre les frontières, défendre l'intégrité du territoire national, de l'Etat, riposter aux adversaires, etc. Tout cela, c'est ce qu'on appelle la politique extérieure. Et pendant très longtemps d'ailleurs les théoriciens militaires considéraient l'armée avant tout comme instrument de la puissance défensive ou offensive de l'Etat vis-à-vis des autres Etats. Evidemment, c'est ce qu'il y a de plus apparent parce que dans les guerres, surtout les guerres de l'époque de la domination bourgeoise, le conflit prenait un caractère national, l'armée remplissait un rôle tout à fait public et ouvert dans ce sens-là.

Néanmoins, lorsque les socialistes ont commencé à réfléchir aussi sur les problèmes militaires, et à élaborer une doctrine à cet égard, en particulier le mouvement marxiste, on a bien été obligé de comprendre que l'armée remplissait aussi des fonctions de police à l'intérieur, fonctions de *maintien de l'ordre* comme on dit dans le langage actuel. Pratiquement, l'armée jouait le rôle d'un instrument au service de l'Etat dans les luttes sociales à l'intérieur du pays. *Elle a donc aussi une fonction de politique intérieure*. C'est une armature coercitive de l'Etat, pas seulement vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi à l'intérieur, et par suite, aussi, vis-à-vis des classes dominées. Vous savez que le fameux théoricien militaire Clausewitz avait défini la guerre comme la continuation des relations politiques sous une forme nouvelle, sous une forme violente, armée, sanglante, etc., et il avait très expressément dit quoiqu'il fût un monarchiste et un théoricien de l'armée prussienne et des stratégies napoléoniennes, qu'il entendait par continuation de la politique, pas seulement la politique extérieure des Etats, mais aussi leur politique intérieure. Et il prenait l'exemple de la révolution française, qui était tout chaud, en montrant que la politique extérieure de la révolution française et en particulier sa politique militaire, qui a conduit au bonapartisme, était fondée sur le triomphe de sa politique intérieure, autrement dit de la révolution elle-même. Il expliquait les transformations de l'armée révolutionnaire et de ses méthodes stratégiques et tactiques, codifiées ensuite par Napoléon, par le fait que les masses populaires, dans la révolution française, étaient venues au pouvoir, avaient brisé les anciennes formes de recrutement et de combat de l'armée

de la monarchie et y avaient substitué des formes tout à fait nouvelles de luttes de masses, ainsi que de nouvelles manières d'assurer les subsistances, la tactique au combat, etc.

Ces idées ont été développées plus tard par les socialistes, pas seulement par Marx et Engels, mais aussi par Blanqui, par exemple, qui s'est beaucoup occupé de ces questions. A leur avis, ce n'est pas seulement parce que les armées étaient devenues populaires et nationales au sens véritable du terme, mais c'est aussi parce que les armées consolidaient le régime bourgeois au XIX[e] siècle, qu'elles étaient devenues, fatalement, des instruments d'oppression à l'intérieur.

Donc, une des raisons fondamentales pour lesquelles nous nous occupons et nous devons nous occuper du rôle de l'armée et de ses fonctions, de ses structures, etc., c'est que l'armée était et reste le pilier essentiel de l'Etat. Aujourd'hui, sous le régime de Gaulle, c'est assez banal à dire, parce qu'il y a au moins quelque chose que ce régime a appris depuis notamment deux ans aux gens qui l'avaient oublié, c'est que l'armée joue un rôle politique dans la nation, et un rôle qui n'est pas si autonome qu'on le dit, comme nous le verrons tout à l'heure. C'est une constatation que beaucoup de gens font de façon assez récente, mais on voit la confusion se maintenir avec cette idée que l'armée, comme on dit, ne doit pas faire de politique. L'armée ne doit pas, dit-on, faire de politique, parce qu'elle n'a pas de rôle politique à jouer. Or, nous savons qu'elle en a un, nous le voyons tous les jours. Mais enfin, même de Gaulle rappelle que l'armée doit être loyale à la République, ce qui veut dire en principe loyale aux autorités civiles de l'Etat. Mais que l'armée obéisse à des autorités à elles, les autorités militaires, ou qu'elle obéisse à des autorités civiles, cela ne change pas grand-chose au fait qu'elle obéit aux classes dominantes dans l'Etat, et que, par conséquent, civiles ou militaires, elle obéit à certains impératifs sociaux. Le drame, pour elle, c'est quand ses chefs ne sont pas d'accord sur la politique à suivre, les ordres auxquels obéir.

La deuxième raison pour laquelle l'étude de l'armée et de son rôle est capitale, c'est que *l'armée intervient dans la lutte des classes* sous toutes ses formes, et qu'elle n'y intervient pas seulement comme facteur actif, par exemple de répression au point de vue de la bourgeoisie dans nos pays ou au point de vue du socialisme d'Etat en U.R.S.S., mais qu'elle y intervient aussi comme objet, parce que l'on cherche à conquérir l'armée des différents côtés, et la classe ouvrière, les partis populaires se fixent aussi ou devraient se fixer comme objectif de conquérir, de gagner, dans l'armée et autour d'elle, ce qui peut être gagné à leur cause.

Autrement dit, l'armée n'est pas seulement un facteur plus ou moins autonome dans la lutte des classes ; elle est aussi *un enjeu* qu'on se dispute, et dans tous les mouvements révolutionnaires, on a toujours vu les partis ouvriers et socialistes tenter de disputer l'armée aux classes bourgeoises capitalistes. On voit la même chose à droite. L'action des milieux fascistes et des groupements fascistes pour s'assurer des positions dominantes dans l'armée, c'est aussi une façon de montrer que l'armée n'est pas seulement un sujet autonome et une force indépendante des autres dans les luttes, mais qu'elle est aussi elle-même l'objet d'une lutte pour la conquérir ou infléchir son action dans un sens ou dans l'autre.

Et il va de soi que, de notre point de vue, c'est là une fonction capitale et essentielle.

Une troisième raison de l'intérêt que nous devons porter à ces problèmes, c'est que lorsque l'armée entre en action, que ce soit d'ailleurs en période de paix ou en période de guerre, *son rôle peut être, par nature, décisif*. Son rôle a souvent été décisif au cours des révolutions. Des décisions historiques, des changements de front dans le développement des événements sont dus et ont été dus à des interventions de l'armée. Ceci est vrai, bien entendu, en période de guerre; et le fait qu'un Etat soit vainqueur ou vaincu au cours d'une guerre, a de profondes répercussions sur les conditions sociales de cet Etat. Et dans des périodes dites de paix, c'est-à-dire quand il n'y a pas de guerre ouverte entre les grands Etats, nous voyons la même chose. Exemple récent, le 18 mai 1958 en Algérie, le rôle de l'armée ayant été décisif et ayant finalement permis un renversement de régime, tout au moins de régime politique, dans la métropole, en France.

Par conséquent, nous ne pouvons pas nous borner à considérer que les interventions de l'armée ont un caractère épisodique, ou bien dû à des circonstances exceptionnelles ou fâcheuses, ou bien sont dues à des erreurs, etc. Non, ce sont des fonctions, l'histoire nous l'apprend, décisives à certains moments, très importantes, et qui n'ont pas du tout un caractère épisodique. Il n'y a guère de révolution dans l'époque moderne, de révolution populaire ou de révolution socialiste ou ouvrière, auxquelles l'armée ne soit pas directement mêlée. Prenez même de petits épisodes relativement restreints, comme par exemple la rupture du Mali, il y a quelques mois, qui a donné naissance au conflit que vous savez entre le Sénégal et le Mali. Finalement, la partie s'est jouée autour de la milice et de l'armée, et de son rôle à Dakar. Il vous suffit aussi de jeter un coup d'œil sur le Congo, par exemple, pour vous rendre compte que les luttes sociales, là-bas, sont étroitement mêlées avec des luttes de caractère militaire.

Maintenant, il faut remarquer autre chose, à savoir que l'armée, qui est une institution particulière dans l'Etat, n'a pas tout à fait les mêmes fonctions en temps de paix et en temps de guerre. Je disais tout à l'heure que l'armée remplit des fonctions de police en temps de paix, à l'intérieur du pays. Mais ces fonctions n'ont tout de même pas le même caractère que celles que l'armée remplit au cours d'une guerre extérieure. La distinction est importante à faire; pourquoi ? Parce qu'en temps de paix l'armée n'est pas obligée, sauf en période révolutionnaire, de mettre en jeu tout son statut et son sort d'un seul coup, comme elle est obligée de faire en cas de guerre. Il en résulte que l'action que l'on peut avoir sur elle est très différente en période de guerre générale, ou en période de paix, même avec des conflits internes. Une armée en guerre, comme par exemple au cours de la dernière grande guerre mondiale, ne se conduit évidemment pas, n'est pas commandée, n'a pas les mêmes fonctions, ne subit pas les mêmes coups qu'une armée pendant une période dite de paix ou de troubles, ou de tensions, sans compter les périodes intermédiaires.

On peut discuter pour savoir quelles sont les périodes les plus favorables pour nous. Est-ce que ce sont les périodes de paix, ou les périodes de guerre ? Comme vous le savez, c'est une question qui est actuellement discutée entre Chinois et Russes, par exemple, sans que l'on puisse dire avec toute la précision souhaitable quelles sont les positions prises de part et d'autre à ce

sujet. Néanmoins, il est possible que les communistes chinois considèrent que, après tout, certaines circonstances de guerre rendent plus facile la prise du pouvoir par un parti révolutionnaire, ouvrier, socialiste. D'autres penseront qu'une période de paix est plus favorable. Cela dépend bien entendu de la conjoncture, d'un grand nombre de facteurs, du rôle que remplit l'armée elle-même, et l'on ne peut pas décider en principe et dans l'abstrait quelles sont les périodes les plus favorables. Cela peut être la paix, comme cela peut être la guerre.

L'histoire nous enseigne malgré tout, et c'est assez paradoxal et fâcheux à certains égards, que jusqu'à présent les révolutions modernes, les révolutions socialistes, ont à peu près toujours eu lieu en liaison avec une guerre, et souvent même comme effet de cette guerre. Pas besoin de rappeler la révolution russe, qui s'est déclenchée dans le cours même de la guerre mondiale, qui a été accélérée, impulsée, et qui a trouvé un aliment dans la poursuite de la guerre par le tzarisme, dans le courant de 1917. Sous une forme différente, nous voyons que la révolution chinoise en 1948-1950 s'est développée comme une révolution sociale enrobée dans une action militaire, puisque c'est une action militaire qui a donné le pouvoir au parti communiste chinois.

D'autre part, il y a d'autres exemples de mouvements révolutionnaires, à commencer par la grande révolution française de 1789, qui ne sont pas nés de la guerre, bien qu'ils se prolongent dans des guerres. Il y a donc là un problème, et un problème extrêmement important pour nous, si l'on ne considère pas les fonctions de l'armée comme épisodiques, exceptionnelles. On pourrait bien souhaiter que l'armée se maintienne de côté, reste neutre, ne s'occupe de rien et laisse le champ libre au développement de l'action et de la propagande socialiste en dehors d'elle, pour préparer les conditions d'une révolution socialiste. Malheureusement, les choses ne se présentent pas comme cela dans les faits, et nous sommes obligés de compter avec les faits. Le fait, c'est que nous sommes constamment menacés de retomber dans une situation de guerre, que de toute façon on vit dans une situation de préparation à la guerre, qu'on appelle la guerre froide, et enfin que nous sommes engagés dans des guerres latérales, chaudes celles-là, des guerres coloniales : guerre d'Indochine, guerre de Tunisie, guerre d'Algérie, guerre de Suez, et ainsi de suite, sans parler de tous les conflits subordonnés qui se succèdent sans cesse.

Par conséquent, qu'on le veuille ou non, on est obligé aujourd'hui d'envisager les problèmes de l'action socialiste en tenant compte des fonctions actives de l'armée et du cadre général que présentent des conflits de toutes sortes, et des guerres de toutes sortes, sociales, nationales et étatiques.

Après tout, c'est la raison pour laquelle, nous, socialistes, *nous ne sommes pas des théoriciens du pacifisme*, et là-dessus je voudrais m'expliquer un peu parce qu'il ne faut pas confondre le pacifisme comme doctrine et le désir de paix ou la recherche de la paix, qui est un objectif. Il y a une conception pacifiste qui est fondée sur le refus général de participer à des actions de guerre, de les encourager, bien entendu, mais aussi de les entretenir, de les accepter, d'y prendre part. La pacifisme a plusieurs aspects. S'il signifie, dans une période de crise ou de guerre, une action directe contre des activités de guerre déclenchées, c'est une action qui surgit souvent spontanément, qui est parfaitement

légitime, et qui d'ailleurs a toujours été la forme sous laquelle la désagrégation des armées s'est présentée.

Mais si le pacifisme signifie qu'en période de paix, comme en période de guerre, on refuse de se préoccuper de tout ce qui concerne l'armée, c'est tout autre chose, et nous autres socialistes, révolutionnaires, nous ne sommes pas des pacifistes dans ce sens-là. Nous ne pouvons pas nous désintéresser de l'armée, nous ne pouvons pas nous désintéresser de la guerre non plus, de la connaître, de l'étudier et, bien entendu, d'avoir une action sur elle.

Il y a donc un troisième sens du terme pacifisme : c'est celui qui assigne un but de paix à une action qui peut être militaire. Dans ce sens-là, on peut bien être pacifiste, mais le plus souvent à travers des actions violentes. Telle est la dialectique des relations sociales, des relations humaines. On n'atteint certains états d'équilibre qu'à travers des déséquilibres, et l'on atteint la paix à travers des actions violentes et la guerre. C'est tout à fait certain. Le théoricien militaire rappelle toujours que le but de la guerre, c'est la paix, puisqu'il faut bien que les guerres se terminent à un moment donné. Mais ce n'est pas dans le sens de cet axiome des théoriciens militaires que nous disons cela, c'est dans le sens de la *finalité sociale* des guerres. Nous sommes partisans d'une société d'où les guerres seraient bannies et seront bannies. Néanmoins, dans l'étape actuelle du développement de l'humanité, nous ne voyons pas comment on pourrait s'abstraire et de désintéresser totalement des conflits guerriers, et par conséquent de l'armée qui en est l'instrument. En ce sens-là, nous ne sommes pas des pacifistes. On appelle parfois pacifistes intégraux les théoriciens du pacifisme qui refusent de s'occuper des problèmes de l'armée, qui sont par exemple des adversaires de la conscription, du service militaire, les objecteurs de conscience, certains déserteurs, etc. Nous ne sommes pas des pacifistes en ce sens-là.

Passons maintenant en revue quelques-uns des caractères des armées modernes, dans les pays avancés, en particulier en Europe, en fonction des autres institutions sociales, en particulier de l'économie et du régime social lui-même.

Il va de soi que les armées n'ont pas la même forme dans tous les pays, mais il est impossible de faire aujourd'hui le tableau de ce qui se passe partout, et il est particulièrement intéressant pour nous d'essayer de voir ce que deviennent les armées dans nos pays, puisque c'est là que nous avons à travailler. Il est banal de dire que les armées changent de structure comme la société elle-même, mais encore faut-il voir jusqu'où va le parallélisme, et ce qu'il signifie.

Passons donc en revue quelques-uns des domaines où l'armée moderne s'est transformée et nous pose des problèmes nouveaux, assez différents de ceux qui se posaient aux hommes de l'époque napoléonienne, ou même à ceux du XIX[e] siècle.

1° *La technologie du combat a énormément changé.* C'est tout le problème des armes et des armements nouveaux, fruits de la science, de la technique, et qui nous conduit jusqu'aux fameuses armes modernes : les bombes nucléaires, sans parler des gaz, moyens chimiques, actions climatiques, biologiques et autres de tous genres. Cette technologie des moyens de destruction a naturellement des effets considérables non seulement sur le combat,

mais sur la préparation du combat. On peut même se demander si le terme de combat est encore le terme qui convient, parce que lorsqu'on nous dépeint ce que peuvent être une attaque et une contre-attaque nucléaires par fusées, il s'agit encore, du point de vue du théoricien militaire, d'un combat ou d'une bataille, mais c'est un combat d'un genre très particulier par rapport aux batailles de la première ou de la seconde guerre mondiale, qui, pourtant, avaient déjà des aspects bien nouveaux par rapport à la guerre de 1870.

Qu'est-ce qui nous intéresse dans cette nouveauté ? C'est le fait que, comme les combats se mènent avec les combattants, la *technologie nouvelle de la bataille suppose aussi des réactions assez nouvelles des combattants eux-mêmes.* Ces nouveautés dans le combat moderne sont plus ou moins parallèles à celles qu'on observe dans l'industrie. Puisqu'il y a un développement de la technique qui a permis la mise au point de ces armements nouveaux, c'est aussi parce que l'industrie le permet, et l'industrie elle-même est organisée d'une façon qui ressemble de plus en plus à celle de l'armée. On a affaire, dans ce genre de combat, à des spécialistes, qui peuvent être parfois en nombre limité, mais dont le rôle est toujours capital. La mise en œuvre de fusées, par exemple, et d'armes thermo-nucléaires suppose l'utilisation de beaucoup plus de gens que ceux qui sont directement intéressés au combat. Les fusées, il faut les construire de façon très spéciale, c'est extrêmement long. Toutes sortes d'industries sont impliquées dans la préparation, aussi bien les industries des métaux que celles de la chimie, de l'électronique et que beaucoup d'autres. Lorsqu'on dit qu'une fusée peut être maniée avec une équipe de quinze hommes, et qu'il suffit d'un homme qui presse sur un bouton pour la faire partir, cela paraît très simple. Mais pour la fabriquer, pour l'amener là et pour en connaître le maniement et les effets, il faut beaucoup d'hommes.

Les techniques de combat ont donc modifié les structures des groupes de combat, mais ils n'ont pas supprimé l'existence des ouvriers, des servants, des soldats, et par conséquent de toute une population militaire qui peut et qui doit jouer un rôle dans ces combats eux-mêmes. Cela suppose aussi que les hommes qui manient ces armements nouveaux, qui les préparent, qui les entretiennent, sont des spécialistes éduqués dans un esprit qui ressemble souvent autant à celui des ouvriers qu'à celui des soldats d'ancien type.

2° Il y a une deuxième chose qui s'est beaucoup modifiée, c'est la technologie non pas du combat, mais de ce qu'on appelle la *logistique*, c'est-à-dire de tous les moyens de préparer le combat, d'amener à pied d'œuvre les troupes, de les entretenir, de préparer le renouvellement du matériel, le ravitaillement, les voies d'acheminement, etc. Bref, tout ce qu'on appelle aussi les infrastructures. La logistique s'est formidablement développée avec la technique moderne du combat, et là il y a quelque chose d'intéressant, car loin d'isoler l'armée de l'ensemble du pays, la logistique moderne l'en rapproche ; elle l'en rapproche parce que cette logistique nécessite des moyens qui sont finalement les structures techniques et sociales du pays à l'état de paix, par exemple les routes, les chemins de fer, les aérodromes, etc., jusques et y compris l'agriculture, parce que les stocks d'alimentation et de matières premières sont des choses capitales dans les guerres

modernes. Pour avoir des stocks alimentaires, il faut aussi se préoccuper d'avoir des silos, des entrepôts. Les stocks de pétrole nécessitent des réservoirs, etc.

La logistique moderne a donc tendance à impliquer l'armée — j'y reviendrai tout à l'heure à propos de l'économie en général — à impliquer l'armée dans la vie du pays beaucoup plus étroitement que par le passé. De ce point de vue, il est faux de dire que les armées modernes sont faites d'un petit nombre de spécialistes qui sont coupés des formes ordinaires de la vie du pays. Même techniquement, ce n'est pas vrai. Les plans routiers, par exemple, la réfection du réseau routier sont sous la dépendance étroite de l'armée parce que les réfections des routes sont faites généralement, sans que les touristes s'en aperçoivent, en fonction des besoins logistiques de l'armée. C'est vrai particulièrement en France, et l'on s'étonne parfois de trouver d'admirables routes dans les montagnes, mais il ne faut pas s'en étonner parce que, dans le pays, on les appelle des routes stratégiques. Tout le monde sait pourquoi on fait de magnifiques routes dans des endroits qui sont relativement peu fréquentés. Mais c'est tout aussi vrai si vous prenez les routes qui vont vers l'océan Atlantique et vers l'Ouest, parce que c'est là que se trouvent les ports de débarquement.

Il y a comme cela des quantités d'activités qui, en définitive, sont des activités de production industrielle orientées par les besoins logistiques de l'armée. Par exemple, si l'usine de Renault à Flins est installée au bord de la Seine, c'est en réalité parce que la voie d'eau de la Seine est prévue en cas de guerre, et que l'usine de Flins est faite pour construire des tanks tout autant que des *Dauphines*. La voie d'eau de la Seine est prévue comme une voie qu'il est plus difficile d'interdire qu'une route ou une voie de chemin de fer. Cela montre que la technologie de la logistique, qui est liée à celle du combat, impose une intrusion de plus en plus étroite et de plus en plus large de l'armée et des besoins militaires dans la vie industrielle du pays.

3° Un troisième domaine où il y a des changements importants, c'est ce que j'appellerai *la technique du commandement*. La technique du commandement, si ses besoins s'élargissent, ce n'est pas seulement sur les matériels, c'est aussi sur les hommes, car dans les guerres modernes on ne peut pas laisser des fractions importantes de la population échapper à l'emprise de l'armée.

Vous savez qu'en janvier 1959 le gouvernement de Gaulle, par une ordonnance générale sur l'état de la nation en guerre, a établi des bases nouvelles de mobilisation du pays et d'encadrement non seulement des militaires en service actif, mais aussi des réserves, et même finalement des civils, depuis 18 ans jusqu'à 60 ans. Cette ordonnance matérialise l'emprise nouvelle du commandement, des hiérarchies du commandement sur l'ensemble de la population. C'est un phénomène qui n'a fait que se développer et s'étendre depuis plusieurs dizaines d'années. Déjà, au cours de la guerre 1914-1918, on a vu, surtout en Allemagne et en Autriche-Hongrie, que l'encadrement de plus en plus large de la population était rendu nécessaire par les conditions techniques, sociales et politiques de la guerre.

Mais, depuis la dernière guerre, tout le monde est absolument convaincu dans tous les pays que les populations, pas seulement les populations enrégimentées mais aussi les populations civiles,

doivent être tenues en mains du matin au soir et du soir au matin. Il y a donc toute une technique du commandement qui s'est développée, compliquée, et qui est à l'épreuve dans tous nos pays. Cette technique du commandement, après tout, ressemble assez aux techniques de commandement dans l'industrie, dans la vie professionnelle, surtout dans la vie industrielle. D'ailleurs, elle s'est, dans bien des domaines, inspirée franchement de ces techniques, et l'industrie à son tour va prendre des leçons dans l'armée.

Mais toutes ces techniques de commandement qui prévoient des cadres fonctionnels pour les différents types d'activité, qui prévoient des organismes spéciaux aptes à prendre les décisions dans des situations données, qui prévoient des hiérarchies de pouvoir extrêmement différenciées, prouvent aussi que l'emprise de l'armée sur le pays devient de plus en plus générale et serrée. Par exemple, dans l'ordonnance de janvier 1959, on prévoit une chose qui aurait encore paru invraisemblable en 1918, à savoir comment l'Etat peut et devrait pouvoir subsister au cas où le pays est coupé en plusieurs morceaux, et où il faut confier l'autorité à des préfets régionaux qui doivent se débrouiller localement. La France peut devenir comme le Congo, par exemple, à l'heure actuelle. C'est une chose qui aurait paru extraordinaire il y a encore vingt ou trente ans, qu'un Etat unitaire et centralisé comme la France puisse prévoir à l'avance qu'il pourrait se trouver des situations où il soit découpé en un certain nombre de morceaux qui n'ont plus de relations entre eux, de sorte que des autorités locales, civiles et militaires, disposeront des moyens légaux et autonomes de continuer à faire vivre la nation.

Il y a bien d'autres domaines où sont prévues des mesures de ce genre, qui prouvent que l'armée moderne se moule sur les structures sociales, sur le caractère plus ou moins étatisé et démocratisé de l'économie et de la société d'aujourd'hui. En même temps que les techniques de commandement, il y a les techniques qu'on peut appeler *d'encadrement courant*. Ce qu'en Algérie on appelle la *mise en condition*, ce qu'on appelle aussi l'action psychologique permanente, les problèmes de formation, etc. Vous savez que le haut commandement se préoccupe beaucoup de psychologie, mais aussi de formation, que l'armée voudrait pouvoir former des spécialistes comme l'industrie elle-même, qu'elle prétend être à même de prévoir des formes de propagande, d'action morale et politique qui lui donnent les moyens, en cas de guerre et même en période de préparation à la guerre, d'encadrer l'ensemble de la population à un point qui — je le répète — aurait paru extraordinaire il y a seulement une trentaine d'années.

Tout ceci converge vers une question très importante qui est celle du *rôle que l'armée joue par rapport à l'ensemble de l'économie*. Tous les points que je signalais concernent les problèmes d'action et les méthodes d'action de l'armée. Mais il faut bien voir que ces formes d'action ne sont pas simplement dues aux idées bizarres de certains chefs militaires, ou à la mauvaise volonté des uns ou des autres, ou à des hasards. Non, c'est dû à quelque chose de plus profond, au fait que l'armée joue un rôle de plus en plus grand comme organisme, avec tous ses prolongements, dans l'ensemble de la vie économique. C'est aussi un phénomène qui s'est accentué depuis la dernière guerre mondiale et, en somme, malgré les plans de désarmement, on ne voit pas très bien comment ce courant peut être renversé.

Il est très facile de dire : il n'y a qu'à supprimer les dépenses militaires et les affecter aux travaux civils. Mais comme cela supposerait qu'il n'y ait plus de problèmes militaires qui se posent, ce sont des questions qui ne peuvent pas être résolues du jour au lendemain. Il reste donc que pour le présent et pour la période immédiate à venir, l'armée joue un rôle croissant dans l'économie, et sur certains points même un rôle décisif, et là il ne s'agit plus d'une action purement militaire, qui a des objectifs militaires, mais d'une action qui s'exerce sur des fonctions civiles, des fonctions de production.

Vous savez que *dans le budget* lui-même, en France, et c'est la même chose dans les autres pays avec des différences de proportion, *les dépenses militaires représentent pratiquement entre le quart et le tiers* si l'on comprend tout ce qui concerne les frais de la guerre passée, présente et à venir. Un quart à un tiers du budget, cela représente des ressources prélevées sur l'impôt, par conséquent avec des incidences sur les revenus et sur les dépenses de la population, des incidences considérables. Le budget n'est composé que par le produit des impôts. Mais si l'on calcule ces pourcentages en proportion du revenu national, ou du produit national, on arrive encore à des chiffres de l'ordre de 13 à 15 %, 18 %, qui sont des chiffres considérables, parce que affecter directement 13 ou 15 % du revenu national ou du produit national aux armements et à tout ce qui implique la guerre, c'est prendre sur la substance vive du pays, et pas seulement sur les ressources qui sont procurées par l'impôt. Tout cela, c'est l'aspect dépenses et consommation.

Mais il y a aussi un autre aspect, qui est l'aspect *investissement*. Les dépenses de l'Etat sont faites au profit des entreprises à qui on passe les commandes. Or, on voit que dans les dépenses militaires, dans les budgets militaires, les dépenses dites de personnel, c'est-à-dire la solde des officiers et des soldats, représentent une part décroissante; la part croissante revient maintenant à ce qu'on appelle les fabrications d'armements et d'entretien, c'est-à-dire pratiquement à tout ce qui est plus ou moins production. Autrement dit, on investit plus que l'on ne consomme. Il devient alors intéressant de rechercher quel est le pourcentage du chiffre d'affaires de différentes industries qui revient aux commandes de l'armée. On s'aperçoit que certaines d'entre elles ne vivent pratiquement que des commandes de l'armée, ou à peu près. C'est le cas de l'industrie aéronautique et partiellement de l'industrie électronique. Et d'autres, auxquelles on ne pense pas bien souvent, en vivent pour des proportions qui suffiraient à les mettre en péril si les commandes se raréfiaient. C'est le cas par exemple de l'industrie textile qui fait 12 % de son chiffre d'affaires sur des commandes militaires, parce que l'on fabrique des vêtements, des tissus, des toiles de tente, des parachutes, etc., pour l'armée, et que si ces commandes cessent, étant donné l'équilibre assez instable d'industries comme le textile, si l'on supprime 12 % de commandes, c'est la crise. C'est ainsi que vous assistez à l'heure actuelle à ces situations assez dramatiques pour nous, où des syndicats ouvriers, dans certaines usines travaillant pour la guerre, demandent l'accroissement des commandes parce que, sans cela, l'emploi peut se trouver en péril. C'est vrai pour à peu près toutes les industries à l'heure actuelle, avec des degrés, que ce soient les travaux publics, la métallurgie, la sidérurgie, et même finalement le bâtiment. Pour l'énergie atomique, cela va de soi.

Tout cela vit de commandes militaires et para-militaires. Je dis aussi para-militaires, car un des phénomènes nouveaux de la technique des armées modernes, c'est que l'on peut convertir assez facilement leurs moyens de guerre en moyens de paix, en dehors des armes proprement dites, et encore... Vous savez qu'on peut distribuer du D.D.T. au lieu de mitraille ou de bombes avec des avions qui avaient servi à cela. On peut se servir de quantité de choses à double usage. Par exemple, la flotte aérienne, civile et commerciale, tout le monde sait qu'une série de ses normes techniques sont prévues en réalité pour l'utilisation militaire. Je vous parlais tout à l'heure des routes. Il va de soi qu'elles peuvent servir aussi bien à des tanks qu'à des automobiles de vacances.

Et c'est si vrai que l'armée qui stocke des quantités considérables de produits de toutes sortes, car aucune espèce de guerre ne peut être envisagée aujourd'hui sans des stocks immenses, l'armée qui a des stocks énormes, les jette de temps en temps sur le marché, mais vous ne vous en doutez pas et vous absorbez très souvent des produits qui ont séjourné pendant un, deux, trois ou quatre ans dans des stocks militaires. Cette politique est poussée à tel point aux Etats-Unis, dont les stocks sont immenses, que le Pentagone peut déclencher une crise économique majeure dans le monde entier pour certains produits rien qu'en jetant sur le marché les stocks qu'il détient, les stocks dits stratégiques. De temps en temps, lorsqu'on critique leur appétit budgétaire dans les milieux financiers, les chefs militaires font savoir qu'ils vont jeter sur le marché des stocks, du cuivre, de l'aluminium, du pétrole, des confitures... Cela suffit à faire réfléchir les industriels, qui craignent une baisse des prix. Ce sont des choses très sérieuses qui étaient impensables il y a vingt ou trente ans, mais qui prouvent quel est le pouvoir dont dispose l'armée dans le domaine économique. Ce bref examen suffit déjà tout de même à montrer, à justifier ce que je vous disais au début, à savoir que de la part des socialistes et tout particulièrement des marxistes, il est invraisemblable qu'on ne consacre pas plus d'études aux fonctions de l'armée dans la société actuelle. On ne peut pas écarter ce genre de problèmes en demandant simplement la réduction du budget militaire.

Venons-en maintenant à un autre problème qui est celui de la *composition sociale de l'armée* au point de vue humain, au point de vue des hommes, au point de vue des classes aussi. Les armées modernes, nous le savons tous, sont avant tout des armées permanentes, de conscription, c'est-à-dire où toute la jeunesse, la population mâle et en partie féminine du pays devient soldat actif, passe ensuite dans les réserves, etc. Cette conception est parfois discutée aujourd'hui parce que la vieille idée de l'armée de métier repousse toujours. L'armée de métier, c'étaient les anciennes armées d'avant la révolution française. Mais l'idée est revenue qu'avec la technique moderne, avec la spécialisation par certains groupes restreints de l'armée, des capacités d'action et de combat, une armée de métier vaudrait mieux que des armées permanentes de conscription très lourdes à manier, et surtout à former.

Mais tout ce que je vous disais tout à l'heure tend à prouver que l'idée de l'armée de métier est en réalité une idée dépassée, et qui, au fond, n'est pas prise au sérieux dans les milieux responsables de l'armée. Ce qui reste la base de l'armée actuelle, c'est l'armée qui groupe et encadre toute la population active d'âge

valide. On pourrait bien citer comme exemple contraire le fait que l'Angleterre vient, il y a une semaine ou deux, d'abolir à nouveau la conscription qu'elle avait adoptée au début de la dernière guerre. On pourrait dire qu'il ne va leur rester qu'une armée de métier. En réalité, les Anglais font une tentative pour adapter la formation de réserves instruites aux modalités techniques modernes de formation des hommes. Si vous voulez, ils essaient de retourner la position prise en France sous l'impulsion de de Gaulle. Ils font le raisonnement suivant : si dans l'armée d'aujourd'hui on a besoin d'une proportion plus grande de techniciens, de gens qui connaissent l'utilisation de certaines armes qui sont pratiquement des sortes de machines, qu'on ne peut pas manier comme un simple revolver, si ces gens peuvent être formés techniquement, pourquoi ne pas les former dans un cadre civil facilement convertible en cas de guerre ? Pourquoi les former dans le cadre de l'armée, en étant obligé de les reconvertir lorsqu'ils ont terminé le service militaire ? Voilà le raisonnement dont il ne faut pas tirer la conclusion que les Anglais ont aboli l'armée de conscription, qu'il n'y a pas de service militaire obligatoire, donc que leur politique est plus pacifique. Non, en réalité, ils font un essai, fondé sur les formes nouvelles de l'armée et de la guerre, qui consiste à diminuer le nombre de gens immobilisés dans le cadre purement militaire, parce que, estiment-ils, on peut leur donner non seulement une instruction technique, mais une instruction civique par le moyen de la formation à travers l'industrie civile et les métiers civils, et que ceux-ci peuvent être très facilement convertis en emplois militaires. Une pure armée de métier, elle, ne donnerait que des cadres, des éléments de formation à l'échelon des sous-officiers, des forces de police intérieures ou extérieures. Elle ne serait pas liée à toute la population.

En France, avec sa tradition militariste et en particulier sous le régime de Gaulle, on fait aujourd'hui le raisonnement inverse : il vaudrait mieux que ce soit l'armée elle-même qui donne au pays tout entier son idéologie, ses principes, et aussi son instruction technique et professionnelle. C'est le programme du fascisme militaire. Aux Etats-Unis, on a adopté une solution différente. Il existe là-bas ce qu'on appelle les gardes territoriales, les milices des Etats, qui sont formées des civils qui peuvent être mobilisés dans certaines occasions, puis il y a l'armée permanente et surtout la marine permanente. Mais tout cela est articulé avec des plans de mobilisation et de conversion des hommes tellement bien mis au point et étudiés qu'on estime inutile de garder sous la main des quantités de gens que l'on peut former et instruire très rapidement en cas de conflit, alors que la vie de caserne coûte cher.

Mais ces différentes formules ne changent pas grand-chose au fond de l'affaire, à savoir qu'aujourd'hui tout le monde est embrigadable et peut être adapté à une fonction dans l'armée. Bien sûr, dans l'armée mobilisée ou dans les cadres de l'armée active, on retrouve les mêmes grandes structures que dans le passé, mais avec un contenu relativement différent, à savoir la troupe, les soldats, qui représentent la masse des populations, les cadres moyens, surtout ceux des sous-officiers, et puis les cadres des officiers liés au commandement. On a dit pendant longtemps que les sous-officiers représentaient un élément modérateur, voire démocratique, et en tout cas d'esprit peu guerrier. Mais ils peuvent aussi devenir la proie du fascisme, du poujadisme militaire.

Quant aux officiers, on a remarqué que leur corps a à peu près le même recrutement social que l'Université elle-même. Le corps enseignant supérieur et secondaire a à peu près la même structure d'origine sociale que celui des officiers et de l'armée, c'est-à-dire une très grosse prédominance des milieux fonctionnaires, bourgeois et petits-bourgeois, et un nombre infime de gens provenant de la classe ouvrière ou de la paysannerie. Mais l'esprit de caste militaire est acquis plus tardivement et finalement se limite à des milieux restreints. Dans l'ensemble, les couches dirigeantes de l'armée en France, à l'heure actuelle, ont pour origine un milieu assez voisin de celui où se recrute l'Université elle-même.

Maintenant, quelques mots sur les rapports entre l'armée et ce qu'on appelle milices populaires. Dans le mouvement socialiste, on a souvent opposé à l'armée permanente et à l'armée de conscription ce qu'on appelle les milices. La revendication des milices fait partie du programme de la social-démocratie avant 1914. Elle n'a guère été reprise après 1918. Mais aujourd'hui on voit parfois revenir cette idée, et l'on dit souvent qu'il faudrait faire revivre l'idée de milices organisées plus démocratiquement que l'armée actuelle.

Sur quoi est basée l'idée des milices, qui a été en partie défendue par Jaurès dans son livre sur l'*Armée nouvelle*, en 1912 ? Elle est d'abord basée sur le *recrutement local et sur le stationnement local des troupes*. L'idée que les soldats devraient accomplir des temps de service — en temps de paix, bien entendu — là où ils ont vécu, là où ils travaillent, est en effet une idée de caractère démocratique, car lorsque les gens sont plongés dans la population où ils sont nés, qu'ils connaissent, ils ont tendance à ne pas s'y sentir étrangers et à refuser de l'opprimer. Ce n'est pas une panacée en tous les cas, le système suisse le prouve, qui avait été déjà plus ou moins discuté par Engels, et par Lénine qui se trouvait en Suisse pendant l'autre guerre. En Suisse, on a une armée qui est en partie fondée sur le système de la milice, où les hommes possèdent même leurs armes chez eux, d'ailleurs moyennant inspection fréquente. C'est au moins la preuve que dans un petit pays on peut à la fois centraliser et tenir très en mains l'armée et se rapprocher d'un système de milice. Mais ce n'est pas une garantie en soi.

Ensuite, il y a un autre principe qui est celui du *service court*, très court même, *mais renouvelable par périodes*. Il y a ici, en France, même dans les milieux gaullistes, des gens qui estiment que c'est la formule de l'avenir en fonction du développement technique actuel. Pas besoin d'avoir tout le monde sous la main pendant deux ans, sauf s'il faut faire une guerre. En temps de paix, il suffirait de faire des périodes d'instruction, trois mois au début, puis au bout d'un an de nouveau un mois, etc. En Suisse, par exemple, il y a des périodes relativement fréquentes et longues par rapport à ce qui se passe en France, alors que le service initial est beaucoup plus court. En soi, c'est une conception qui est plus favorable, parce qu'elle n'immobilise pas les hommes pendant un temps très long, mais elle a aussi un inconvénient, car elle permet la prise en mains beaucoup plus fréquente et un contrôle constant des hommes.

Ensuite, l'idée de milice est fondée sur un autre principe, sur ce qu'on appelle la *caserne ouverte*, c'est-à-dire l'idée qu'après tout une caserne ne devrait pas être considérée comme un endroit

fermé, isolé, réservé, où le commandement a la haute main sur tout ce qui s'y passe, mais devrait être considérée comme une administration ou un grand magasin, où quantité d'emplois pourraient être remplis par des civils et où l'on pourrait sortir et entrer librement. Bref, pas cette espèce de *ghetto* militaire dans lequel on enferme les gens pendant des années.

On admet aussi qu'une armée digne du nom de milices pourrait avoir des fonctions qui la rapprocheraient d'une administration de caractère municipal, qui feraient des hommes, pendant le temps où ils sont militaires, une sorte de fonctionnaires publics, ce qui leur donnerait l'occasion d'apprendre à tenir compte de la population dans laquelle ils vivent.

Ces idées sur lesquelles est fondée l'idée des milices ne résistent pas toujours à l'examen dans les faits, parce qu'il y a des causes beaucoup plus profondes pour lesquelles l'armée remplit certaines fonctions dans l'Etat. Nous voyons par exemple qu'en Algérie certains éléments de l'armée ont cru appliquer des idées voisines. C'est ce qu'ils appellent l'action sociale, regroupement de villages, ou construction d'écoles, de routes, etc. Certains jeunes officiers disent : voyez-vous, on essaie de se rapprocher de la population civile, on se rend utile, au fond on ne veut pas être distinct de la population, il faut se fondre dans la population, etc. Cela prouve que des idées qui, techniquement, peuvent parfois apparaître comme bonnes, donnent une application complètement différente selon la situation générale dans laquelle l'armée est plongée.

En Algérie, l'armée fait la guerre à une autre armée qui est d'une structure bien différente, à un peuple, pour imposer une volonté impérialiste, et par conséquent tout ce qu'on peut faire dans le détail qui ait une autre apparence ne sert rigoureusement à rien. Ceci nous ramène toujours à ce point central, à savoir que plus l'armée étend ses fonctions dans le pays, plus elle reflète les contradictions sociales, les intérêts de classe, de groupes et d'éléments sociaux de toute nature. Cette conclusion n'est pas tellement évidente, d'abord parce que, comme je vous le disais, on nous répète beaucoup aujourd'hui, surtout depuis l'instauration du régime de Gaulle, que l'armée s'est isolée de la nation, se trouve complètement coupée du pays, etc. C'est vrai sur le plan politique, car les chefs de l'armée sont opposés à l'opinion de la majorité de ce pays. Mais si on regarde la réalité sociale et même technique qui est derrière, cela n'est pas exact. L'armée, au contraire, a étendu son emprise sur la nation toute entière, sa structure tend à refléter le pays d'aujourd'hui beaucoup plus étroitement que ce n'était le cas il y a vingt ou trente ans, et par conséquent aussi tous les mouvements qui se produisent dans le pays, les conflits, tendent à trouver leur reflet dans l'armée elle-même. On ne s'en rend pas assez compte, et du même coup on n'exploite pas suffisamment cette situation.

Lorsqu'en Algérie, l'année dernière, on a parlé de l'attitude du contingent, et on peut en parler encore maintenant, ou de l'attitude de tel ou tel corps de troupe, par rapport aux autres, par exemple, les parachutistes, les gens de la Légion, les gens du recrutement normal et ainsi de suite, tous les conflits latents qui couvent ne sont pas seulement des conflits entre colonels et capitaines, ni d'idéologie pure. En définitive, ces disparités, ces conflits reflètent une composition sociale et le fait que dans l'armée d'aujourd'hui il faut tenir compte d'éléments sociaux beaucoup plus variés que dans le passé. Ce n'est pas seulement vrai dans

les troupes combattantes, c'est vrai aussi dans les services qui passent pour des services auxiliaires mais qui jouent un rôle capital, car vous savez que dans l'armée d'aujourd'hui la proportion des combattants par rapport aux non-combattants est très faible et de plus en plus faible. En Algérie — je sais bien que c'est une guerre à caractère assez spécial — on parle de un sur dix. Ce sont les chiffres officiels. Dans les armées prévues pour la véritable guerre moderne, cette proportion est un peu plus faible, mais elle est de l'ordre de un pour cinq ou six, c'est-à-dire que pour qu'un homme combatte il en faut cinq ou six autres qui remplissent toutes sortes d'autres fonctions absolument nécessaires. Or, ces non-combattants, qui s'occupent de toute la logistique, jouent un rôle important dans la conduite des guerres modernes, et un conflit avec eux ou un conflit entre eux est aussi important parfois qu'un conflit avec des combattants. C'est évident par exemple dans les questions de transport, qui jouent un rôle capital à l'heure présente.

Par conséquent, il y a mille manières, mille façons, dont les luttes et les conflits actuels s'expriment et peuvent s'exprimer dans l'armée. Mais c'est dans l'armée comme ailleurs, rien ne se fait tout seul, il faut s'en occuper. C'est comme dans les usines, si personne ne s'en occupe, s'il n'y a pas des militants qui s'agitent dans les usines, la lutte ne poussera pas absolument toute seule, surtout dans l'industrie moderne. C'est aussi très bien contrôlé, comme dans l'armée.

Par conséquent, l'armée et tout ce qu'il y a autour de l'armée deviennent un champ extrêmement important dans lequel le mouvement socialiste doit agir pour conquérir à lui non seulement des soldats, mais aussi des officiers et des cadres, y compris des officiers de carrière.

Ceci me mène au dernier point sur lequel nous nous arrêterons. Quelle est, à cet égard, l'évolution des pays de l'Est, dits socialistes ? Est-ce que les armées des pays dits socialistes sont d'une nature différente ? Comme je ne peux pas m'étendre beaucoup sur ce sujet, je voudrais simplement faire les remarques suivantes. Nous dirons en gros que dans les pays comme l'U.R.S.S., la Chine, l'Est européen, l'armée et sa structure reflètent elles aussi la situation de l'Etat tel qu'il est. Les armées reflètent ses structures. Elles la reflètent d'abord sur le plan très simple de la composition sociale qui fait que par exemple, dans l'armée soviétique, la majorité des troupes est de recrutement paysan et agraire encore à l'heure actuelle. Alors qne dans des pays comme l'Angleterre, vous avez inévitablement une majorité de gens provenant des milieux de l'industrie et de la classe ouvrière. C'est aussi vrai en ce qui concerne la structure des cadres et du commandement. Dans l'armée en U.R.S.S., certaines études ont montré que le recrutement des cadres est avant tout un recrutement du parti, des fonctionnaires et des milieux de l'appareil administratif, comme il est normal puisque ce sont là-bas les milieux dirigeants.

Ensuite, il apparaît qu'encore aujourd'hui, mais de moins en moins parce qu'en U.R.S.S. la révolution a eu lieu il y a déjà maintenant plus de quarante ans, on retrouve dans les cadres supérieurs beaucoup d'éléments qui avaient figuré dans les anciennes armées. Il y a une transition à travers ce qu'on appelle les « amalgames », les périodes intermédiaires où les anciens cadres militaires se combinent avec les nouveaux. C'est vrai en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie, etc. On voit

aussi se reconstituer en U.R.S.S., et on l'avait vu déjà avant la dernière guerre, certaines normes des armées de l'Occident qui avaient disparu. Par exemple, la désignation des grades par en haut et non pas par en bas. *L'élection des commandements* est un système que l'on peut appliquer dans les cas très spéciaux, par exemple dans des guerillas ou dans des groupes instables et fluides, ou comme cela a été le cas dans l'armée chinoise du temps de sa résistance jusqu'à sa victoire. On élisait jusqu'à des grades du niveau des commandants de régiment, et dans les grades supérieurs on était nommé par les chefs politiques. C'est un principe qui est très discuté, très important d'ailleurs pour nous dans la mesure où l'on peut souhaiter une armée démocratique. L'élection à des grades de commandement est-elle possible ? On a beaucoup discuté pour et contre, pendant la révolution russe, après, et en Chine aussi.

Ensuite, il y a le fait que dans ces pays l'accent a été mis, plus encore qu'en Occident, sur *l'éducation politique*. L'armée sert à éduquer politiquement les gens. En Russie, c'était sur la base d'un temps de service assez long, très long pour certaines armes, mais différent pour les différentes armes. En France, c'est en principe le même pour toutes les armes. En Russie, on fait beaucoup plus de temps de service dans l'aviation que dans l'armée de terre. L'éducation politique joue un rôle de premier plan et pour une raison très simple, c'est que la fonction de l'Etat étant primordiale là-bas, l'éducation politique sert à l'intégration dans l'Etat de façon très étroite.

Les formules d'armées qui existent à l'heure actuelle dans les pays dits socialistes ne représentent certainement pas pour nous ce que nous pourrions appeler un idéal démocratique. On peut se demander d'ailleurs si cet idéal existe. C'est une question importante pour nous, parce que dans la mesure où nous souhaitons et envisageons au moins une situation de démocratie réelle transitoire, de socialisme démocratique, etc., qui suppose des étapes, et si des groupements armées paraissent nécessaires au moins pendant une certaine période, et en tout cas pour se défendre contre le régime qui aurait été abattu, ces groupements armés peuvent-ils véritablement constituer une armée démocratique ? Je répète, c'est une question à laquelle il n'est pas facile de répondre de façon tout à fait catégorique, parce que le principe même de l'existence d'une armée, surtout dans le monde technique moderne, suppose certaines formes de coercition, de discipline aveugle, qui ne sont pas compatibles en tous points avec une véritable démocratie. Un peu de la même façon que dans l'industrie moderne, même si on bouleverse les cadres économiques actuels, il n'est pas possible de faire immédiatement un saut — tout au moins c'est extrêmement risqué — un saut immédiat dans un régime où le travail ne présenterait que des côtés avantageux et agréables. Il en est un peu de même avec l'armée.

Tout ceci ne retire absolument rien à la nécessité où l'on se trouve de combattre les tendances qui sont celles dont j'ai essayé de tracer ici le soubassement général. J'ai essayé de vous montrer que les dangers auxquels nous avons à faire face par suite de la militarisation de la vie sociale et politique d'aujourd'hui ne sont pas seulement une question purement politique, une question de pure opinion et d'idéologie, ni de simple doctrine, car nous avons affaire à un développement qui est fondé sur le rôle réactionnaire de l'armée dans une société humaine, dans la vie sociale de tous

les jours. Un mouvement socialiste, aujourd'hui, s'il veut se développer, doit mettre sur pied ce qu'on est obligé d'appeler un programme militaire. Appelons-le si vous voulez antimilitaire, cela n'a pas d'importance, le problème est le même. On est obligé d'avoir un programme, des idées à défendre, des propositions à faire relatives au statut de l'armée et de tous ses prolongements. J'appelle cela un programme militaire, qu'on l'appelle si l'on veut un programme antimilitariste, la question est la même. Et nous ne pouvons pas nous en passer, nous ne pouvons pas nous borner à répondre dans ce domaine à l'actualité. Lorsque l'on parle d'un coup de force de l'armée, alors à ce moment-là tout le monde se réveille, et l'on dit qu'il faut y faire face, mais on ne sait pas très bien comment parce que l'on n'a pas étudié la question. Les journaux vous parlent du 18 brumaire, d'octobre 1917, du 18 mai en Algérie, en mélangeant tout. Ils se trompent complètement, parce que l'armée d'aujourd'hui n'est pas l'armée d'hier. Aux jeunes d'étudier cette armée, d'y participer, d'agir sur elle, par tous les moyens, et surtout de n'avoir aucune confiance dans les cadres.